

Le présent POINT CONJONCTUREL actualise la NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE publiée en juillet (la prochaine Note devant paraître au mois de décembre). Ce "point" est compris dans l'abonnement à TENDANCES DE LA CONJONCTURE, ou simplement à la NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE (Abonnement isolé à la Note de conjoncture, 1 an: France 110 F, étranger 130 F).

ISSN 0150 - 8849

29 OCTOBRE 1985

POINT CONJONCTUREL

Depuis le début de 1985, la demande intérieure hors stocks en produits manufacturés connaît une nette reprise, plus précoce et plus ample que celle prévue en juillet. Imputable principalement à la consommation, mais aussi à l'investissement des entreprises, cette remontée profite dès le deuxième trimestre à la production nationale, mais en partie seulement; aussi débouche-t-elle sur un fort courant d'importations, tandis que, dans le même temps, les exportations plafonnent au niveau atteint au second semestre 1984.

L'interprétation de cette évolution est délicate.

La compétitivité des produits français a eu tendance à se dégrader depuis le dernier réajustement du franc. Certes, la réduction de la différence d'inflation entre la France et l'étranger permet de limiter progressivement cette dégradation et ferait place à une amélioration dès lors que les prix français augmenteraient moins vite que les prix étrangers. Mais les modifications de compétitivité ne se traduisent qu'avec retards sur les échanges extérieurs; aussi les résultats des neuf premiers mois de l'année reflètent encore une compétitivité probablement dégradée: la reprise de la demande aurait ainsi, plus fortement qu'on ne le prévoyait en juillet, bénéficié en partie à l'étranger. En l'absence d'inflexion majeure de la croissance des demandes interne et externe dans les prochains mois, le ciseau observé jusqu'ici entre la production et les échanges extérieurs de produits manufacturés ne pourrait donc que se poursuivre.

Ces considérations tenant à la compétitivité paraissent cependant insuffisantes pour expliquer l'ampleur des pertes récentes de parts de marchés, en particulier à l'étranger. Aussi peut-on avancer une autre explication, complémentaire de la précédente, qui contribue à mieux rendre compte de l'évolution passée et conduit à prévoir une amélioration de celle-ci au quatrième trimestre.

Au premier semestre 1985 les industriels français, dont la production avait été en début d'année perturbée par le froid, auraient perçu comme transitoire, ainsi que la plupart des observateurs, la reprise de la demande intérieure en produits manufacturés: ils auraient donc tardé à accroître leur production et, vendant en priorité sur le marché national, auraient été conduits à relâcher leurs efforts à l'exportation et à prélever sur leurs stocks. C'est pourquoi, sur cette première moitié de l'année, la production industrielle a seulement rattrapé au deuxième trimestre les pertes du premier, les exportations ont plafonné, les stocks et les importations faiblement augmenté. A partir de l'été, devant le maintien d'une progression soutenue de la demande, les industriels auraient décidé d'augmenter leur production et d'ajuster leurs stocks à un niveau plus élevé correspondant à une demande désormais jugée durablement plus forte. Ce revirement aurait eu pour effet immédiat de provoquer une accélération des importations. En revanche, la production ayant pris du retard sur la demande intérieure, les exportations n'auraient pas encore pu bénéficier de cet ajustement de l'offre à la demande.

Dans cette logique, la fin de l'année verrait à la fois la poursuite de la reprise de la production qu'annoncent les industriels dans les enquêtes sur l'activité, une évolution plus modérée des importations après la «bouffée» de l'été, et une croissance significative des exportations. Les mauvais résultats du commerce extérieur en produits manufacturés pourraient n'avoir eu alors qu'un caractère passager.

Chacune des deux interprétations précédentes — la première en termes de perte de compétitivité, la seconde en termes d'adaptation tardive de l'offre à la demande — contient sans doute une part de vérité. Les résultats du quatrième trimestre permettront de mieux évaluer leur importance relative.

insee

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

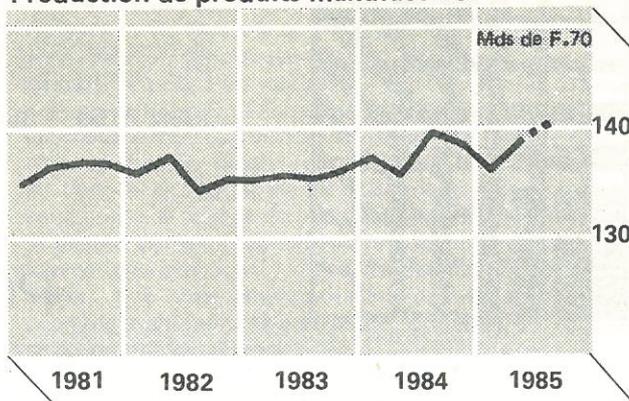
/ Direction générale: 18, boulevard Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14

/ Directeur de la publication: E. Malinvaud.

Au total, la production manufacturière, qui avait marqué le pas en début d'année, retrouverait une croissance de l'ordre de 1 % par trimestre sur la seconde moitié de 1985, conduisant à une évolution du PIB voisine de celle prévue en juillet. Mais celle-ci traduirait une demande intérieure plus soutenue que prévue, et une évolution des échanges extérieurs en produits manufacturés plus défavorable jusqu'à l'automne, plus favorable ensuite, mais, en moyenne, sensiblement plus dégradée qu'initialement envisagée. Toutefois, une facture énergétique allégée par une baisse du dollar plus marquée que celle retenue en juillet permettrait au déficit global de rester voisin de celui alors prévu.

Dans cette brève note, nous ne développons pas l'examen des comportements de chacun des agents. Seules les évolutions des prix, de la consommation des ménages et du commerce extérieur feront l'objet d'une analyse plus détaillée.

Production de produits manufacturés

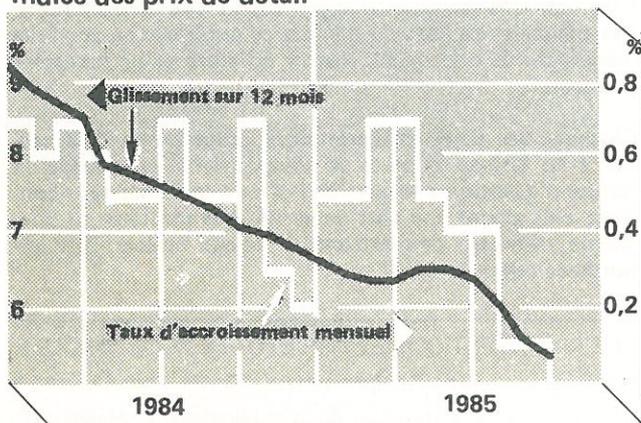


I - Les prix de détail

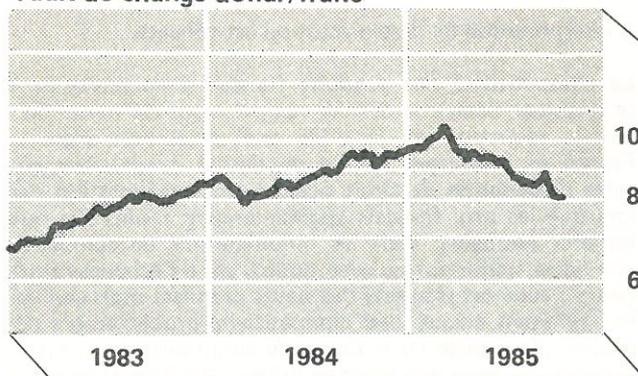
Au cours des deux derniers mois, l'indice des prix de détail a évolué plus modérément encore qu'il n'était prévu en juillet : cette décélération est due pour partie aux produits alimentaires, qui ont bénéficié d'une abondante production d'été en fruits et légumes, et surtout aux produits énergétiques, dont les prix répercutent un cours du dollar plus bas que celui retenu en juillet.

On avait alors, conventionnellement, retenu un cours moyen du dollar sur le second semestre voisin de celui observé à la mi-juin (soit 9,40 francs). On sait maintenant que le cours du troisième trimestre a été proche de 8,69 francs, tandis que la même convention conduit désormais

Indice des prix de détail



Taux de change dollar/franc



à retenir pour le quatrième trimestre un cours (8,15 francs) proche de celui observé à la mi-octobre : le cours du dollar serait ainsi, en moyenne sur le second semestre, inférieur de 10 % à celui retenu en juillet.

Sur les derniers mois de l'année, le ralentissement des hausses dans le secteur alimentaire ne devrait pas être remis en cause. En revanche, le prix de l'énergie au détail pourrait connaître une légère hausse, malgré la baisse de 2 % en octobre des tarifs de gaz domestique, en raison des hausses saisonnières des prix du fuel et du super-carburant sur le marché spot au cours de l'été.

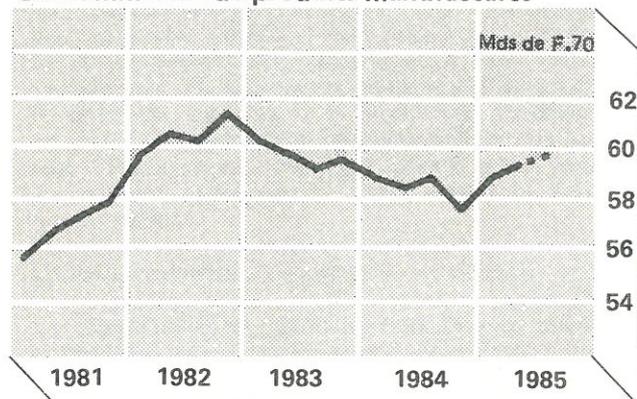
Au total, avec un dollar à 8,15 francs au quatrième trimestre, la hausse des prix de détail de décembre 1984 à décembre 1985 n'excéderait qu'à peine 5 %.

II – Consommation et comportement des ménages

Il est maintenant certain que l'année 1985 sera marquée par une nette reprise de la consommation des ménages en produits manufacturés : en glissement sur les deux premiers trimestres, cette croissance, beaucoup plus forte que prévue, est déjà de 2,6 % ; elle devrait avoir été d'environ 0,7 % au troisième, malgré un mois de septembre très bas pour la consommation de produits textiles en raison d'un ensoleillement exceptionnel peu favorable aux achats de vêtements d'hiver. Cette croissance est particulièrement sensible pour les biens durables et notamment l'automobile, où elle vient interrompre une baisse de près de deux ans. Mais en raison de l'hiver rigoureux, elle se manifeste également pour la consommation de services (santé), d'énergie, et plus modérément pour la consommation alimentaire.

Au total, c'est une croissance de la consommation totale en volume de près de 2 points (en moyenne comme en glissement) qu'on peut s'attendre à observer en 1985. Ainsi les ménages français ont consommé plus vigoureusement que l'évolution de leur pouvoir d'achat instantané ne le laissait prévoir d'après leurs comportements passés. En glissement sur le premier semestre en effet, et bien qu'elle rompe avec la tendance à la baisse observée depuis deux ans, l'augmentation de pouvoir d'achat de leur revenu

Consommation de produits manufacturés



disponible est très faible : alors que le pouvoir d'achat des salaires nets reçus par les ménages reste stable, la progression du volume des prestations sociales ne fait guère plus que compenser celle des impôts (liée, semble-t-il, à des recouvrements sur rôle des années antérieures). L'accroissement de la consommation des ménages au premier semestre n'a donc été rendu possible que grâce à une forte baisse de leur taux d'épargne (et plus précisément de leur taux d'épargne financière, le montant de leur épargne consacrée au logement n'ayant que faiblement baissé).

Cette baisse, mal prévue, du taux d'épargne peut recevoir deux éléments d'explication de nature différente. Les ménages ont pu anticiper les gains de pouvoir d'achat que doivent leur procurer les allègements fiscaux sur la seconde partie de l'année et le remboursement de l'emprunt obligatoire de juin 1983 au début de l'an prochain. Par ailleurs, il est possible que la moindre érosion des actifs financiers liée à la désinflation, et le développement des plus-values substantielles sur le marché des titres à la suite de la baisse progressive des taux d'intérêt nominaux, aient permis de réduire transitoirement les besoins d'épargne.

Au second semestre, les allègements fiscaux, la reprise en fin d'année des prestations vieillesse, ainsi que la meilleure tenue de l'emploi induite par celle de l'activité, devraient s'ajouter au ralentissement des prix à la consommation, plus marqué que prévu, pour assurer une progression du pouvoir d'achat des ménages qui pourrait atteindre 1,5 % à 2 % par trimestre. Ce redressement serait suffisamment important pour permettre à la fois la poursuite de la croissance de la consommation en fin d'année et une remontée du taux d'épargne le situant au quatrième trimestre 1985 au voisinage de son niveau de la fin 1984.

De telles prévisions de consommation, très favorables à court terme, sont partagées par les commerçants interrogés en septembre : les perspectives personnelles des détaillants sont particulièrement bien orientées, comme celle des grossistes en biens de consommation non alimentaires.

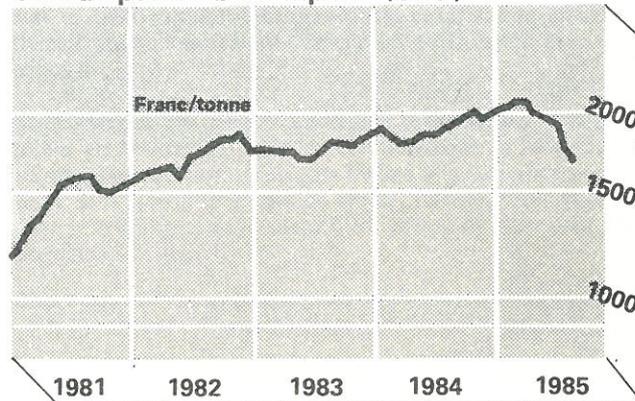
III – Le commerce extérieur

L'évolution des échanges extérieurs de produits manufacturés au troisième trimestre 1985 est plus défavorable que prévu : malgré la baisse du dollar qui a allégé la facture énergétique, le déficit FAB-FAB mensuel moyen des échanges de marchandises a dépassé 2 milliards de francs au troisième trimestre. Bien que le partage volume-prix ne soit pas disponible, on peut estimer que le volume des exportations connaîtra au troisième trimestre une baisse et celui des importations une très forte progression.

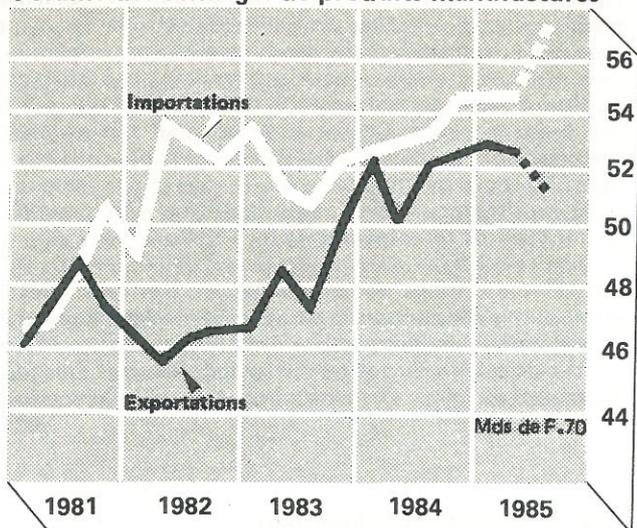
Comme on l'a évoqué plus haut, on peut s'attendre au quatrième trimestre à une amélioration des résultats concernant les produits manufacturés, dont l'ampleur dépendra de la capacité de l'appareil productif à répondre à une demande plus soutenue alors que sa compétitivité n'a pas encore commencé à se redresser.

Même si l'amélioration des échanges manufacturés au quatrième trimestre devait être importante, les pertes de parts de marchés resteraient sensibles en moyenne sur l'année. A l'exportation, elles dépendront de la demande mondiale adressée à la France qui semble actuellement plus faible que ce que prévoyait la note de juillet. Si elle progressait en 1985 de 3,5 %, les pertes de parts de marchés de la France à l'étranger pourraient être cette année de l'ordre de 2 %. Pour les importations, même avec une baisse sensible au quatrième trimestre, leur progression en 1985 dépasserait d'environ 3 % celle de la demande ce qui, compte tenu de leur croissance tendancielle, correspond à une perte de parts du marché d'environ 1 %.

Prix du pétrole brut importé (CAF)



Volume des échanges de produits manufacturés



L'amélioration des résultats des échanges de produits manufacturés au quatrième trimestre serait en partie compensée par un alourdissement saisonnier de la facture énergétique de près d'un milliard de francs par mois. Au total, avec un dollar à 8,15 F, le solde FAB—FAB pourrait, dans le meilleur des cas, retrouver l'équilibre sur les derniers mois de l'année, faisant ressortir un déficit sur l'ensemble de l'année de l'ordre de 20 milliards de francs, voisin de celui annoncé dans la dernière note : par rapport à celle-ci, le second semestre connaîtrait un allègement de la facture énergétique d'environ 7 milliards consécutif à la baisse du dollar, que compenseraient des performances sur les produits manufacturés inférieures, d'un même montant, à ce qu'on prévoyait alors.

Rédaction achevée le 27 octobre 1985